



BRÈVES SECTORIELLES

D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°9 – 5 au 19 mai 2022

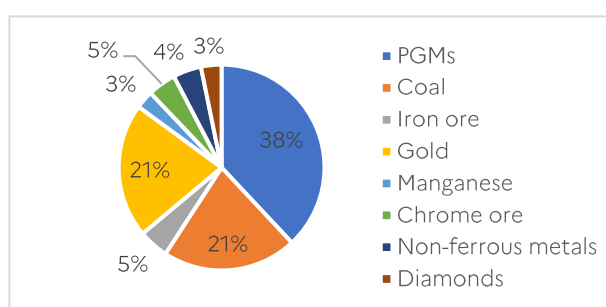
Zoom sur le secteur minier en Afrique du Sud

Le lundi 9 mai dernier, s'est ouverte la plus grande conférence minière du continent en Afrique du Sud : **African Mining Indaba**. A cette occasion, la **Minerals Council South Africa**, organisation patronale de l'industrie minière sud-africaine, a publié les chiffres du secteur pour l'année 2021. Porté par la hausse significative (+40%) des matières premières, la valeur de la production minière a atteint plus de 1 000Mds ZAR (60Mds EUR) pour la première fois en 2021, soit une augmentation de plus de 30 % par rapport à 2020, qui était déjà supérieure de 14 % à 2019. Le secteur représente ainsi 8,7% du PIB sud-africain (480Mds ZAR – 28,7Mds EUR), en augmentation d'un point et demi par rapport à 2020 et près de 460k emplois, soit 3,2% des emplois du pays.

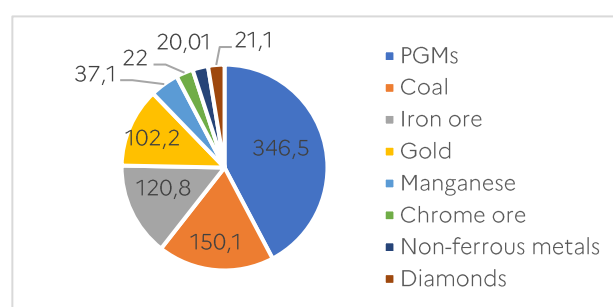
Toutefois, ces chiffres ne doivent pas occulter les défis auxquels fait face le secteur minier sud-africain, à l'image des négociations salariales entre mineurs et compagnies minières. Les propositions de revalorisations salariales sont jugées insuffisantes par les travailleurs, qui réclament des augmentations à deux chiffres pour faire face à l'inflation.

Par ailleurs, le secteur minier fait face à des problèmes récurrents d'approvisionnement en électricité, en raison des difficultés économiques et structurelles de l'électricien national Eskom. En 2021, la perte économique associée aux délestages est estimée à 3,1% du PIB. Depuis fin 2021, le gouvernement a cependant autorisé les entreprises à produire leur électricité de manière indépendante à hauteur de 100MW, ce qui devrait, à terme, résoudre le problème de fourniture électrique des mines. Une autre difficulté structurelle provient des limites de l'opérateur public de fret ferroviaire et portuaire Transnet.

Enfin, si la production minière s'est redressée de 11% en glissement annuel, elle demeure très loin du pic des années 2000 à 2006. Dans ce sens, l'Afrique du Sud a perdu en 2018 son leadership historique dans la production africaine d'or, au profit du Ghana.



Emplois par type de minerai – DMRE 2022



Revenus par type de minerai (Mds ZAR) – DMRE 2022

Sommaire

Afrique australe

- L'Afrique du Sud, la Namibie et quatre autres pays s'allient pour former la nouvelle alliance africaine pour l'hydrogène vert

Afrique du Sud

- Le gouvernement sud-africain à l'épreuve du climat
- Les difficultés financières des services météorologiques publics sud-africains

Angola

- De nouveaux financements pour l'organisation africaine des producteurs de pétrole
- Lancement des travaux de la raffinerie de Soyo au nord de l'Angola

Botswana

- Le Botswana lance un appel d'offres pour une centrale solaire de 200MW
- Debswana et Botswana Oil concluent un partenariat stratégique de 630M EUR

Zambie

- First Quantum investit 1,3Md USD dans le cuivre et le nickel
- 

Afrique australe

L'Afrique du Sud, la Namibie et quatre autres pays s'allient pour former la nouvelle alliance africaine pour l'hydrogène vert

L'Afrique du Sud, la Namibie, le Kenya, l'Égypte, le Maroc et la Mauritanie ont officiellement lancé, le 18 mai, l'Alliance pour l'hydrogène vert en Afrique, dans le but de faire du continent un chef de file dans la course au développement de l'hydrogène vert. Soutenu par des acteurs majeurs – les Nations unies pour le changement climatique, l'Organisation pour l'hydrogène vert, la Banque africaine de développement et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique –, ce projet permet de réunir les pays africains les plus avancés dans le développement de cette énergie et aux avantages comparatifs géographiques incontestables – fort potentiel d'énergie solaire et éolienne et vastes étendues de terres non arables. Cette alliance intervient alors que l'Afrique du Sud et la Namibie mettent en œuvre des projets pilotes dans un périmètre réduit. Un tel accord permettrait de réduire les coûts fixes très élevés liés à la construction d'infrastructures pour l'hydrogène vert, notamment d'un terminal portuaire pour l'exportation.

Afrique du Sud

Le gouvernement sud-africain à l'épreuve du climat

Suite aux inondations historiques dans la région du Kwazulu-Natal (KZN) en avril dernier, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé la création d'un Conseil de commandement économique afin de répondre

de manière résiliente et d'intégrer dès aujourd'hui les conditions climatiques futures dans les actions, plans et investissements qui se projettent sur plusieurs années. Le changement climatique a déjà des effets désastreux sur l'économie sud-africaine à l'image de Durban qui devrait perdre 1,5 % à 1,8 % de son PIB suite aux inondations. Développer des mesures politiques et économiques d'adaptation est donc une nécessité pour l'Afrique du Sud, car elle est en première ligne des effets du changement climatique. Pour rappel, la région australe devrait faire face à des élévations de température plus importantes que le réchauffement global moyen : dans l'hypothèse (très optimiste) d'un réchauffement climatique global moyen de 1,5°C, les extrêmes de chaleur seraient de 3 à 4°C plus élevés que les températures correspondantes aujourd'hui, entraînant ainsi un stress hydrique chronique et l'accélération de l'insécurité alimentaire. Or, l'Afrique du Sud est aujourd'hui le 14^{ème} pays le plus émetteur de gaz à effet de serre et son économie est la plus intense en carbone du G20.

Les difficultés financières des services météorologiques publics sud-africains

La capacité de l'Afrique du Sud et de son service météorologique public (SAWS) à prévoir et à émettre des prévisions fiables en cas de phénomènes météorologiques violents a été remise en question, notamment en raison de son réseau de stations de mesure qui se détériore rapidement, faute de financement. L'agence nationale a ainsi été contrainte de convertir une partie de ses dépenses d'investissement en coûts de fonctionnement pour maintenir son réseau et semble contrainte de renouveler l'opération cette année. En revanche, le ministère de l'environnement sud-africain (DFFE), qui finance à 77% SAWS, a fourni 100M ZAR (6M EUR) exceptionnels pour le développement et la

modernisation des infrastructures sur les trois prochaines années. La défaillance du système national de prévision météorologique aurait des conséquences sur les compagnies d'assurances, très dépendantes des bonnes mesures pour la conception de leurs produits mais également sur l'agriculture et la gestion des récoltes ou encore sur le trafic aérien.

Angola

De nouveaux financements pour l'organisation africaine des producteurs de pétrole

L'Angola, tout comme les 14 membres de l'organisation africaine des producteurs de pétrole, disposera bientôt d'un fonds de 5Mds USD pour la recherche et le développement de l'industrie pétrolière sur le continent. Un mémorandum avec les pays africains producteurs de pétrole comprend la création de la banque africaine de l'énergie, une future institution chargée de financer des projets de recherche et de prospection pétrolière et gazière sur le continent. L'information est contenue dans le mémorandum signé ce lundi, 16 mai à Luanda entre Afreximbank et l'Organisation africaine des producteurs de pétrole (OAPP), en marge du 8^{ème} congrès de cette organisation.

Lancement des travaux de la raffinerie de Soyo au nord de l'Angola

Les travaux de la raffinerie de Soyo, du consortium Quantem, composé des sociétés américaines TGT, Quantem, Aurum&Shrap, et de la société d'avocats angolaise Atis-Nebest ont débuté. La région de Matanga, au sud-est de Soyo, abritera l'infrastructure qui devrait employer plus de 3000 personnes,

principalement des jeunes de cette ville. Le projet sera construit sur une superficie de 712 hectares et devrait être achevé en 2025. La construction de cette raffinerie est évaluée à 3,5Mds USD et aura, entre autres spécificités, une unité de traitement et d'approvisionnement en pétrole brut, un système de transport et l'installation d'accessoires, ainsi qu'une jetée pour ancrer deux pétroliers d'une capacité allant jusqu'à 100 000 tonnes de pétrole brut

Botswana

Le Botswana lance un appel d'offres pour une centrale solaire de 200MW

Le ministère botswanais des Ressources minérales, des technologies vertes et de la sécurité énergétique a lancé un appel d'offres auprès de producteurs indépendants d'électricité (IPP) pour la construction d'une centrale électrique en deux phases de 100 MW, dont la mise en service est prévue en 2026 - 2027. Ce partenariat public-privé verra l'entreprise publique *Botswana Power Corporation* (BPC) acheter l'électricité produite par les futures installations à l'image du précédent appel d'offres pour la construction de six centrales solaires. À travers ces projets, le gouvernement botswanais espère combler la demande d'électricité qu'il estime à 550 MW. La construction de nouvelles centrales solaires permettrait aussi de diversifier le mix électrique du pays dominé actuellement par le charbon (80%). En matière d'énergie solaire, ce pays d'Afrique australe affiche des avantages géographiques incontestables, avec plus de 3 200 heures d'ensoleillement par an, et une irradiance de 6640 Wh/m²/jour, selon Power Africa.

Debswana et Botswana Oil concluent un partenariat stratégique de 630M EUR

La principale société d'extraction de diamants, Debswana Diamond Company, et Botswana Oil Limited (BOL) ont conclu un partenariat stratégique de cinq ans, évalué à 8 milliards de Pulas (640M EUR). L'accord vise à garantir la sécurité de l'approvisionnement pour les opérations de Debswana, pilier de l'économie botswanaise. Par ailleurs, un tel accord renforcera les capacités des entreprises dans la chaîne de valeur de l'approvisionnement en carburant dans le cadre du programme CEEP (*Citizen Economic Empowerment Programme*) de la société. Ce programme vise notamment à la création de 20 000 emplois d'ici 2024.

Zambie

First Quantum investit 1,3Md USD dans le cuivre et le nickel

La compagnie minière canadienne First Quantum Minerals a approuvé un investissement de 1,35Md USD en Zambie. Les fonds seront affectés à deux projets. La plus large part (1,25Md USD) sera dédiée à l'extension de la mine Kansanshi, située à Solwezi, pour produire principalement du cuivre. Par ailleurs, 100M USD seront alloués à la construction d'une mine à ciel ouvert de nickel à 12 km de la mine de cuivre Sentinel. Le financement de ce nouveau projet témoigne de l'attractivité en partie retrouvée de la Zambie, deuxième plus grand producteur de cuivre

d'Afrique, depuis l'élection, en août dernier, du président Hakainde Hichilema et la réforme de la fiscalité minière mise en place à son arrivée.

En parallèle, Anglo American a annoncé sa volonté de prendre le contrôle majoritaire des licences de cuivre-cobalt de la jeune société d'exploration en Zambie d'Arc Minerals. Cette décision stratégique intervient alors que le cuivre et le cobalt, deux métaux utilisés dans les batteries, ont vu leur prix s'envoler à la suite de la guerre en Ukraine et des sanctions contre la Russie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : SER de Pretoria
Rédacteurs : SER de Pretoria, SE de Luanda et SE de Maputo.
Pierre FINOT, Flora BOUBOUR, William PECRIAUX

Pour s'abonner : pierre.finot@dgtrésor.gouv.fr